



Assistance Routière

Pour toute assistance routière vous pouvez maintenant nous contacter sur notre numéro vert

N° Vert 80807070



L'union pour l'efficacité



Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Prix: 300Fcfa

# Journal des entrepreneurs **ECO & FINANCES**

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



Contribution des marchés de capitaux africains pour la réalisation des ambitions de l'Afrique

Page 3

## Digitalisation au Togo

**L'Agence Togo Digital, pour un paysage socioéconomique fortement numérisé**

Au Togo, les autorités dans la perspective d'offrir aux citoyens des conditions ...

Page 2

## **DR EDOH KOSSI AMENOUNVE DONNE SON POINT DE VUE**

## Secteur du bâti-ments et des travaux publics

**GNE-BPT a de nouveaux dirigeants**

Les membres du Groupe-ment National des Entrepreneurs du bâtiment ...

Page 4



Dr Edoh Kossi Aménounve, directeur général de la BRVM

## Promotion d'un apprentissage de qualité par tous

**La Banque mondiale renforce son appui au secteur de l'éducation au Maroc**

La Banque mondiale a approuvé un financement additionnel de...

Page 6



Indicateurs de performance et implantation de système de suivi-évaluation

Page 4

## **Les points focaux et correspondants thématiques outillés**



**superamco**  
Les courses faciles

**Assivito**  
Avenue de la nouvelle marche  
22 21 46 10

**Calsse**  
Residence du Benin  
22 61 13 31 / 22 61 13 32

**Adlloodin**  
Carrefour Bodjona  
22 25 03 07 / 22 25 03 96

**Tokoln**  
Avenue de la liberation  
22 22 27 30

**Ramco**  
Direction Ramco  
22 21 40 78  
22 21 40 79

## Digitalisation au Togo

### L'Agence Togo Digital, pour un paysage socioéconomique fortement numérisé

*Au Togo, les autorités dans la perspective d'offrir aux citoyens des conditions de vie décentes dans un paysage socioéconomique fortement numérisé, avec des services de l'administration publique digitalisés joignent les actes à leur volonté.*

● Bernard AFAWOUBO



Les autorités ont déployé plusieurs outils sur l'étendue du territoire. Ceci dans le but de rendre l'évolution numérique très forte, inclusive et durable. Ces outils ont pour avantage de simplifier la vie des citoyens et favorisent un meilleur rapprochement entre l'administration et les administrés.

Créée en septembre 2021, l'Agence Togo Digital (ATD) fait partie des grands résultats de l'efficace stratégie nationale destinée à faciliter les démarches administratives et faire venir davantage d'habitants aux services publics et inversement. Aussi les capacités de cette agence doivent-elles être renforcées.

Très active dans sa mission, l'Agence Togo Digital est aidée par plusieurs autres entités administratives de mise en ligne sur le portail d'une trentaine de parcours de services d'ici la fin du mois de juin 2023. Ces parcours vont concerner des services en rapport avec la promotion des investissements, la ges-

tion des fonctionnaires, le secteur de l'économie maritime, etc. Lancé en juin 2022, le portail national des services publics digitalisés, accessible à l'adresse [www.service-public.gouv.tg](http://www.service-public.gouv.tg), compte déjà plusieurs parcours de services opérationnels comme les demandes en ligne de passeport, de carte de séjour, du permis de construire, de raccordement à l'électricité basse tension, du duplicata de nationalité ainsi que le suivi en ligne de la première demande du certificat de nationalité. Les projets initiés modernisent l'administration, engendrent l'inclusion sociale et financière des populations, encouragent l'entrepreneuriat, assurent un État plus heureux... Ils sont en nombre suffisant : E-gouvernement, Wifi Campus, Environnement numérique du travail (ENT) dans les lycées, le câble sous-marin de fibre optique Equiano de Google

## ECO & FINANCES

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [ecofinances.infos@gmail.com](mailto:ecofinances.infos@gmail.com)

Site web : [www.ecofinances.com](http://www.ecofinances.com)

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES

N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83

### Chef d'édition

Eyram AKAKPO  
00228 93 64 07 85

### Rédacteurs

Keziah KPATIDE  
SALLAH Patience  
Yves ATCHANOUVI  
Kodji GATOR JOE

### Direction commerciale

00228 97 25 84 84

### Graphistes

FOLIKOUE ATA K. Achille  
DOS REIS A. Marie Goretti

### Imprimerie

TOGO V.SPRINTS  
Tirage: 3000

obtenue en mars 2022... Ce dernier est un dispositif de dernière génération qui va répondre aux exigences de la stratégie nationale de transformation numérique, offrant

alors un accès haut débit à internet amélioré et abordable. Il devrait créer 37 000 emplois entre 2022 et 2025 selon les projections.

## Coopération

### Faure Gnassingbé reçoit Mohamed Bazoum

*Le chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé, a accueilli à Lomé en milieu de matinée, ce 20 mars 2023, son homologue du Niger, Mohamed Bazoum, qui effectue une visite d'amitié et de travail au Togo.*



Après le cérémonial d'accueil, les deux dirigeants ont eu un premier entretien en tête-à-tête, qui sera ensuite élargi aux délégations ministérielles. Plusieurs sujets ont fait l'objet des discussions, notamment les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays, ainsi que la situation sécuritaire dans la sous-région et des questions d'ordre continental. Le Togo est un partenaire stratégique du

Niger pour lequel il assure la desserte portuaire pour un volume croissant d'importations et d'exportations. Le tonnage total transitant

par le Port autonome de Lomé à destination du Niger a connu, au cours des dernières années, une hausse en valeur et en pourcentage.

À cet égard, le programme togolais du chef de l'État nigérien inclut une visite au Port autonome de Lomé pour le lancement de la deu-

xième phase des travaux d'extension du terminal à conteneurs, Lomé Container Terminal (LCT). Ces travaux vont permettre d'accroître les capacités du terminal pour garantir les meilleurs standards de qualité en termes de services fournis, de productivité opérationnelle et de fluidité des opérations. Le Président Bazoum rencontrera également l'importante communauté nigérienne vivant au Togo. En effet,

outre la longue tradition d'échanges commerciaux, les deux pays entretiennent également d'importants brassages de leurs populations. À l'occasion de la visite d'amitié et de travail du chef de l'État nigérien au Togo, les outils de la coopération bilatérale devraient connaître une redynamisation destinée à en optimiser les résultats.

[www.presidence.gouv.tg](http://www.presidence.gouv.tg)

## Contribution des marchés de capitaux africains pour la réalisation des ambitions de l'Afrique

### Dr Edoh Kossi AMENOUNVE donne son point de vue

Le Directeur général de la BRVM, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE a pris part le lundi 20 mars 2023 à Addis-Abeba, à la 55ème session de la Conférence des ministres des finances, du plan et de développement économique de la commission économique pour l'Afrique. Une rencontre au cours de laquelle, il a donné son point de vue sur les stratégies à mettre en œuvre pour que les marchés de capitaux africains contribuent réellement à la réalisation des ambitions de l'Afrique.

● Bernard AFAWOUBO

« L'accélération de la reprise et de la transformation de l'Afrique pour réduire les inégalités et les vulnérabilités », c'est le thème retenu pour la 55ème session de la Conférence des ministres des finances, du plan et de développement économique de la commission économique pour l'Afrique. A cette rencontre de très haut niveau, le président de la conférence, Mouhamadou Bamba DIOP a résumé les ambitions de l'Afrique. Selon Mouhamadou Bamba DIOP, les ambitions du continent noir sont entre autres de trouver des sources et des mécanismes innovants de financement pour l'Afrique en renforçant notamment le rôle des marchés de capitaux ; réduire les risques liés aux chaînes d'approvisionnement en stimulant la production manufacturière et agricole ; tirer un meilleur parti de la ZLECAF pour réaliser une intégration économique plus large et plus profonde et adopter des politiques qui tiennent compte de l'évolution climatique pour un développement durable. La question de l'amélioration du financement à long terme est donc au cœur des préoccupations majeures de l'Afrique. Et les bourses africaines sont interpellées pour trouver de véritables solutions dans ce cadre. A en croire, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur général de la BRVM, pour que les marchés de capitaux africains contribuent réellement à la réalisation des ambitions de l'Afrique, il faudra améliorer la mobilisation de l'épargne à long terme sur le continent en adoptant des réformes



**Dr Edoh Kossi Aménounve, directeur général de la BRVM**

structurelles pour accroître la collecte de l'épargne par les fonds de pension, les fonds souverains, les compagnies d'assurance-vie et organismes de placement collectif etc ; Profiter de la digitalisation pour accéder à l'épargne disponible auprès des particuliers ; Mener une lutte vigoureuse contre la fuite des capitaux. Aussi, faudra-t-il encourager l'actionnariat populaire en ouvrant de façon volontariste le capital des sociétés à participation majoritaire des Etats et des entreprises ayant une forte contribution à la formation du PIB dans nos économies notamment celles du secteur financier qui font appel à l'épargne publique. Réformer le marché de la dette publique et privée avec des mécanismes et instruments nouveaux et innovants (adaptés aux PME et au développement durable) et favoriser une meilleure rémunération du risque ; Le rôle et l'indépendance des agences de

notation locales doivent ainsi être renforcés. Accélérer l'intégration financière (Union monétaire et bancaire) et boursière (AELP) réelle pour accompagner utilement la ZLECAF. « C'est dans l'optique de mieux prendre en compte les marchés de capitaux dans l'agenda de développement de l'Afrique que j'ai signé le 21 juillet 2022 à Lusaka, en ma qualité de Président de l'Association des Bourses Africaines (ASEA), un accord de partenariat avec l'Union Africaine » a déclaré Dr Edoh Kossi AMENOUNVE.

Points saillants de l'analyse de la situation actuelle

Faisant l'analyse de la situation actuelle, la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA) a relevé quelques points saillants. Selon la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, les crises ré-

centes ont exacerbé les inégalités socio-économiques existantes sur le continent. L'Afrique est confrontée à une série de crises qui se chevauchent et sont récurrentes. La pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et le changement climatique ont exacerbé la pauvreté et les inégalités, qui étaient déjà importantes sur le continent. La pauvreté et l'inégalité créent des risques pour l'atteinte des ODD et pour la prospérité, la paix et la sécurité de l'Afrique ainsi que pour le contrat social. « Il est donc urgent de

favoriser un modèle de développement centré sur les populations et d'intégrer la pauvreté et les inégalités dans les stratégies de développement nationales et régionales. L'Afrique représente la plus forte proportion des pauvres du monde, 54,8 % en 2022 (dépassé l'Asie du Sud - 37,6 %). 546 millions de personnes vivaient dans la pauvreté en 2022, soit une augmentation de 74 % depuis 1990. 149 millions d'Africains non pauvres (dont la consommation était supérieure de 20 % au seuil de pauvreté) risquaient de tomber dans la pauvreté en 2022. L'Est et l'Ouest du continent représentent un nombre élevé de personnes non pauvres qui risquent de tomber dans la pauvreté en 2022 (48 et 52 millions, respectivement) » a indiqué le patron de la BRVM.

Les principales recommandations

Plusieurs recommandations ont été formulées notamment la poursuite des politiques macro-économiques en faveur des pauvres et inclusives, avec des dépenses ciblées sur les filets de sécurité pour soutenir les pauvres et les plus vulnérables ; Assurer la mobilisation des ressources pour une reprise

inclusive, y compris par le biais d'impôts équitables et en tirant parti du financement climatique pour créer des emplois décents ; Élaborer une voie de développement structurel qui est juste et qui répond aux besoins des populations, l'industrialisation et l'AfCFTA pouvant agir comme catalyseurs ; Faire avancer les réformes pour une architecture financière mondiale plus juste et inclusive ; Réviser le cadre commun du G20 et améliorer le cadre réglementaire de la dette ; Réformer le mécanisme de recanalisation des DTS afin de promouvoir une plus grande utilisation et de faire en sorte que les allocations de DTS soient considérées de manière analytique ; Favoriser le financement à coût faible et à long terme pour le développement ; Renforcer la flexibilité des critères d'éligibilité et de qualification de la résilience ; Mettre en place un Sustainability Trust qui devra jouer un rôle de catalyseur dans le financement vert. Actualiser la boîte à outils du FMI en réponse à des chocs de plus en plus fréquents ; Améliorer le cadre réglementaire des agences de notation de crédit et utiliser des instruments de réduction des risques pour améliorer l'accès au marché de capitaux.



## Indicateurs de performance et implantation de système de suivi-évaluation

### Les points focaux et correspondants thématiques outillés

La directrice de cabinet Akou Mawussé AFIDENYIGBA, représentant le ministre de l'économie et des finances, a présidé le lundi 20 mars 2023 à Lomé, à l'ouverture des travaux de la Formation sur les indicateurs de Performance et Implantation de systèmes de Suivi-Evaluation.

● Bernard AFAWOUBO



Le gouvernement togolais, eu égard aux résultats obtenus ces dernières années et aux encouragements des partenaires en développement entend consolider les résultats de l'immense chantier des réformes afin de contribuer à l'atteinte des objectifs visés dans la feuille de route Togo 2025, plus précisément à son 3ème axe stratégique qui vise à moderniser le pays et à renforcer ses structures. C'est dans perspective que le pouvoir public a jugé nécessaire de renforcer les capacités des acteurs de mise en œuvre des réformes notamment les cadres de l'administration publique. Organisé par le ministère de l'économie et des finances, avec l'appui du projet Bonne gouvernance financière (GFG), cet atelier de formation sur les indicateurs et le système de suivi-évaluation pour améliorer la programmation des réformes afin de faciliter le suivi-évaluation fait suite aux insuffisances des acteurs dans la programmation des activités de réformes, révélées lors des ré-

unions trimestrielles de suivi des réformes organisées en 2022. Ainsi, ces insuffisances qui entraînent des difficultés dans la phase de mise en œuvre et de suivi-évaluation des dites activités ont fait l'objet des recommandations lors des dernières revues de mise en œuvre des réformes. A en croire, Akou Mawussé AFIDENYIGBA, directrice de cabinet du ministère de l'économie et des finances, cette formation est organisée au profit des points focaux et correspondants thématiques chargés du suivi des réformes. « L'une des missions du Secrétariat Permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers (SP-PRPF) est de coordonner la mise en œuvre et le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers, notamment celles inscrites dans les conventions signées avec les institutions de Bretton Woods et les autres partenaires techniques et financiers. Pour mener à bien cette mission, le SP-PRPF est en relation avec les

points focaux et correspondants thématiques chargés du suivi des réformes dans les ministères et institutions de l'Etat » a-t-elle expliqué. Et de préciser que « Le point focal chargé du suivi des réformes dans un ministère sectoriel ou le correspondant thématique chargé du suivi des réformes des finances publiques est chargé du suivi de la mise en œuvre des réformes identifiées et validées par son ministère ou son institution ; renseigner régulièrement l'état de mise en œuvre des réformes dans la plateforme de suivi des réformes (OSR) ; prendre part aux réunions trimestrielles de suivi des réformes ; produire et transmettre au SP-PRPF des rapports de mise en œuvre des réformes ; prendre part aux revues de mise en œuvre des réformes. Les points focaux et correspondants thématiques chargés du suivi des réformes sont placés sous l'autorité du SP-PRPF ». Au sortir de cette formation, le souhait du gouvernement est que chaque point focal et correspondant théma-

tique, puisse cerner les notions de programmation d'activités, d'élaboration et de sélection des indicateurs pertinents pour la formulation, le suivi et l'évaluation des réformes. « A l'issue de cette rencontre, chaque participant devra être en mesure de mettre en place un système de suivi-évaluation et de mettre en place un dispositif de reporting adéquat » a déclaré Akou Mawussé AFIDENYIGBA, directrice de cabinet du ministère de l'éco-

nomie et des finances. La directrice de cabinet du ministère de l'économie et des finances invite les participants à plus d'abnégation en mobilisant leurs énergies pour cerner les notions essentielles de cette formation. « Notre désir est qu'ensemble, nous puissions réaliser les objectifs fixés par les plus hautes autorités en vue d'améliorer la situation socio-économique de notre pays » a-t-elle martelé. Des formations complémentaires sont également prévues sur des

thématiques diverses notamment conception et pilotage des programmes et projets de développement et maîtrise des outils informatiques tels que Microsoft Excel avancé et PowerPoint. Au total, ils sont 96 points focaux et correspondants thématiques chargés du suivi des réformes à prendre part à cette formation scinder en deux sessions dont la première session couvre du 20 au 24 mars et la deuxième session du 27 au 31 mars prochain.

## Secteur du bâtiment et des travaux publics GNE-BPT a de nouveaux dirigeants

Les membres du Groupement National des Entrepreneurs du bâtiment et des Travaux Publics BPT ont élu de nouveaux dirigeants à l'issue de leur assemblée générale électorale tenue le samedi 18 mars dernier. C'était en présence du président du conseil national du patronat, Laurent Tamegnon et des représentants des associations sœurs du secteur privé.

● Patience SALLAH



Le nouveau bureau du Groupement National des Entrepreneurs du bâtiment et des Travaux Publics BPT à la tête duquel se trouve TSOGBE Cyrille Yawo Agbessi, a été élu pour un mandat de 5 ans. Issu de la liste des « Bâtisseurs », ce nouveau bureau une fois mis en place a témoigné sa reconnaissance à Dieu et à remercier le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé pour les décisions prises afin d'aider les entreprises de BTP à tenir pendant la crise. « Nous allons rassembler plus d'entreprises. Les défis sont grands. Il y a celui des coûts qui font que plusieurs chantiers

sont arrêtés », a indiqué TSOGBE Cyrille Yawo Agbessi, nouveau président du Groupement National des Entrepreneurs du bâtiment et des Travaux Publics BPT. « Les autorités attendent que nous soyons ensemble afin de nous aider à trouver des solutions à nos problèmes », a indiqué El Hadj Moumouni BELENGAÏ (DG EKOM Sarl), délégué Kara de la liste « Les bâtisseurs ». Il a par ailleurs, faire part de sa confiance en la nouvelle politique du chef de l'Etat, Faure GNASSINGBE qui a une vision de soutenir les entrepreneurs des BTP. Le délégué des

Savanes de la liste « Les bâtisseurs » estime que l'un des plus gros chantiers du Groupement est de porter plus haut, les BTP au Togo. La composition du nouveau bureau Président : Cyrille Yawo Agbessi TSOGBE 1er vice-président : Komlan SEYDOU 2ème vice-président : Constant BEKLEY 3ème vice-président : Nankordja DJANDJIEME Secrétaire générale : Jessika MATSIMA TILIWA Secrétaire général adjoint : Félix BASSOUM Trésorier général : Clément BALI Trésorière générale adjointe : Olaby BOKOU

# BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 20 mars 2023

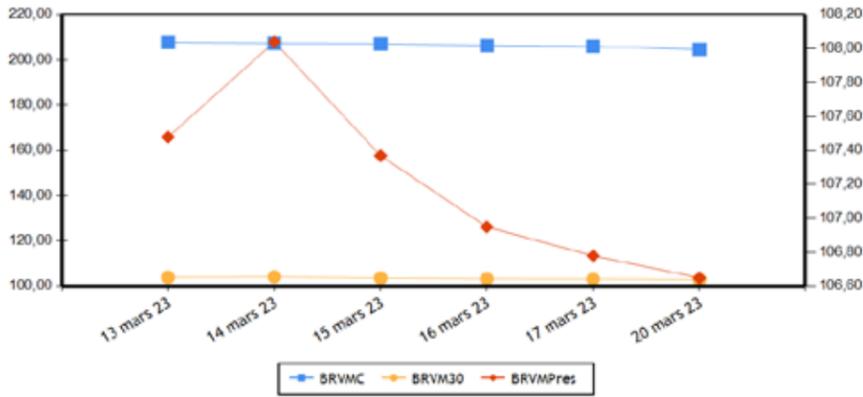
N° 56

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>204,71</b>
Variation Jour	-0,67 %
Variation annuelle	0,73 %

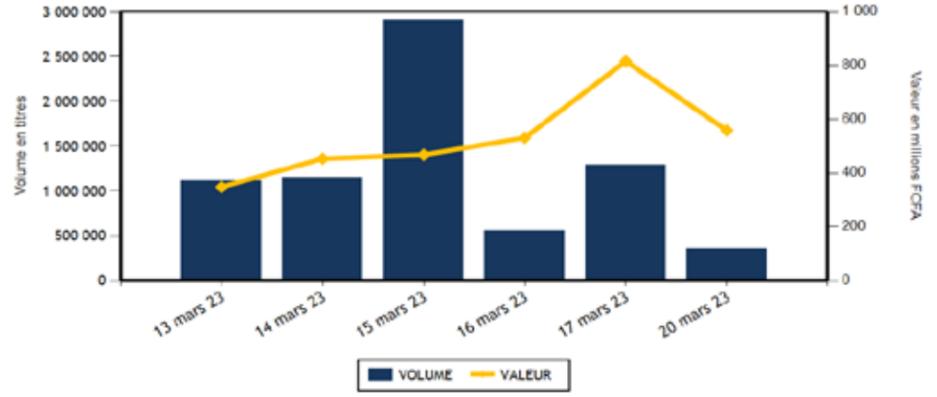
<b>BRVM 30</b>	<b>103,01</b>
Variation Jour	-0,26 %
Variation annuelle	3,01 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>106,65</b>
Variation Jour	-0,12 %
Variation annuelle	6,65 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 615 836 719 630	-0,67 %
Volume échangé (Actions & Droits)	347 531	-73,00 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	546 137 372	-32,88 %
Nombre de titres transigés	42	5,00 %
Nombre de titres en hausse	6	-53,85 %
Nombre de titres en baisse	24	60,00 %
Nombre de titres inchangés	12	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 149 203 133 647	0,00 %
Volume échangé	1 421	339,94 %
Valeur transigée (FCFA)	12 844 482	369,27 %
Nombre de titres transigés	4	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	3	-40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 075	6,44 %	-8,12 %
UNIWAX CI (UNXC)	780	4,00 %	1,30 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 000	0,81 %	-16,32 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	13 900	0,72 %	19,78 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 205	0,42 %	-13,93 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 300	-5,45 %	0,39 %
SAFCA CI (SAFC)	925	-3,65 %	5,11 %
SITAB CI (STBC)	6 505	-2,84 %	-5,04 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	690	-2,82 %	-25,41 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	9 600	-2,09 %	-5,97 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	106,65	-0,12 %	6,65 %	254 232	175 362 647	6,23
BRVM-PRINCIPAL	36	97,00	-0,96 %	-3,00 %	93 299	370 774 725	9,52

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,29	-0,54 %	-6,65 %	14 142	20 803 985	25,43
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	489,84	-1,25 %	0,13 %	15 228	183 488 060	9,12
BRVM - FINANCES	15	77,68	-0,12 %	2,87 %	294 153	284 518 062	6,93
BRVM - TRANSPORT	2	361,99	0,00 %	5,94 %	3 608	5 176 955	5,78
BRVM - AGRICULTURE	5	287,04	-0,15 %	1,23 %	6 506	25 362 240	5,60
BRVM - DISTRIBUTION	7	365,88	-0,21 %	2,05 %	12 381	25 116 065	26,44
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 406,63	-0,44 %	20,00 %	1 513	1 672 005	13,69

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,98
Taux de rendement moyen du marché	7,44
Taux de rentabilité moyen du marché	7,89
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	517 496,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 107 193 946,67

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	8,99
Ratio moyen de satisfaction	12,75
Ratio moyen de tendance	141,77
Ratio moyen de couverture	70,54
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	6,63
Nombre de SGI participantes	28

**Définitions**  
 Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

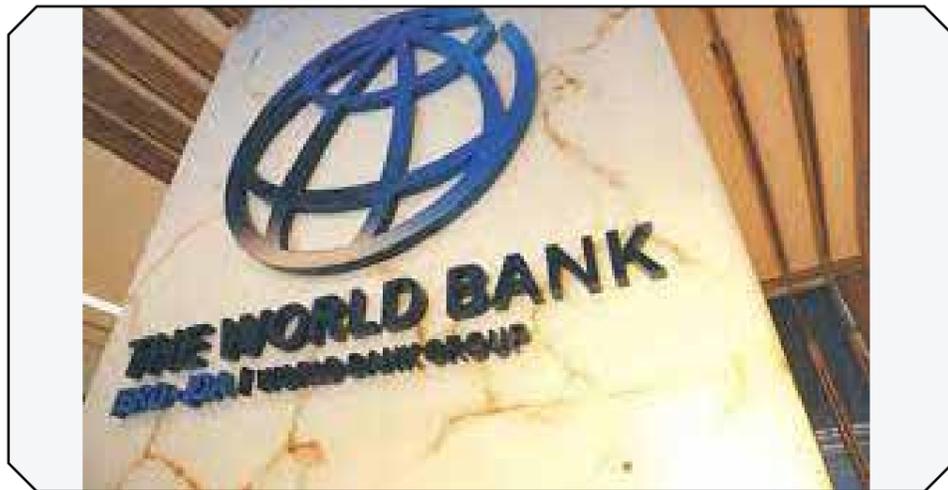
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Promotion d'un apprentissage de qualité par tous

## La Banque mondiale renforce son appui au secteur de l'éducation au Maroc

*La Banque mondiale a approuvé un financement additionnel de 250 millions de dollars pour le Programme d'appui à l'éducation au Maroc, en sus du programme initial de 500 millions de dollars approuvé en 2019. Ce financement est destiné à soutenir le gouvernement du Maroc dans la mise en œuvre d'un ambitieux programme de réformes de l'éducation. Le programme comprend l'expansion de services d'éducation de qualité pour la petite enfance, un soutien en matière de pratiques d'enseignement dans le primaire et le secondaire, un renforcement des capacités de gestion, et de la responsabilisation pour de meilleurs résultats d'apprentissage.*



Depuis sa création en 2019, le Programme d'appui à l'éducation a contribué à améliorer la qualité de l'éducation pour la petite enfance, à renforcer les capacités du personnel enseignant, ainsi que les capacités de gestion et la gouvernance, en particulier au niveau régional. Ce financement additionnel vise à atteindre des résultats plus ambitieux pour le secteur, tout en permettant l'accessibilité et la résilience de l'édu-

cation de manière plus complète et plus efficace à l'ère post-COVID 19. « Ce financement additionnel soutient l'opérationnalisation du Nouveau Modèle de Développement (NMD), en particulier la feuille de route stratégique de la réforme de l'Éducation pilotée par le ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports. Cette feuille de route utilise une approche tripartite qui inclut les élèves, les en-

seignants et les écoles pour mettre en œuvre des réformes ayant un impact tangible sur l'environnement d'apprentissage, la gouvernance et, in fine, sur les résultats d'apprentissage », a déclaré Jesko Hentschel, Directeur pays pour le Maghreb et Malte à la Banque mondiale. Le financement additionnel permettra d'atteindre des objectifs plus ambitieux quant à l'évaluation des apprentissages, pour de

meilleurs résultats. « Ce programme bénéficiera à 100 000 enfants inscrits dans des unités préscolaires auxquelles sera attribué un label de qualité et développera les qualifications professionnelles des enseignants en utilisant des approches pédagogiques innovantes. À titre d'exemple, 10 000 éducateurs suivront un programme de formation préscolaire initiale, 10 000 autres une formation préscolaire continue, et 12 000 nouveaux étudiants seront inscrits en 1ère année du programme de Cycle spécialisé de licence en éducation (CLE) pour une durée de trois ans pour l'année académique 2023-2024 », a ajouté Louise Mengue Mvono, Spécialiste senior en éducation et co responsable du programme à la Banque mondiale.

Le financement additionnel introduit également un financement de projets d'investissement (IPF) dans le programme, permettant d'apporter un appui technique au ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports pour mettre en œuvre des réformes clés menant à de meilleurs résultats en matière d'éducation. « Le cadre stratégique du programme est basé sur le renforcement du capital humain et le soutien à la décentralisation sectorielle pour une responsabilité claire sur les résultats et la prestation de services », a déclaré Abel Bove, Spécialiste senior du secteur public et co responsable du programme à la Banque mondiale. Parmi les réformes soutenues par le programme figure la contribution

aux efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. À cet égard, le programme favorisera une évolution des mentalités, encouragera le changement de comportement, développera les compétences nécessaires à la transition vers une économie verte, et contribuera finalement à la résilience des populations face aux chocs. « Au niveau mondial, le programme s'inscrit dans les objectifs stratégiques de la Banque mondiale en aidant à lutter contre la pauvreté des apprentissages via différents angles, tout en soutenant la résilience et la gouvernance du système éducatif », a déclaré Kalliope Azzi Huck, Responsable senior des opérations et co-responsable du programme à la Banque mondiale.

## Mali

### Vers le remboursement d'une dette « Colossale » de 7,553 milliards FCFA

*Au Mali, le gouvernement a annoncé à travers la Direction Générale de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), le paiement des intérêts annuels de son emprunt Obligataire dénommé Etat du Mali 6,50% 2020-2028 pour un montant de 7,553 milliards de FCFA, le 27 mars 2023. Ainsi, le remboursement d'une telle dette « Colossale » permettra au chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta et son équipe gouvernementale de renouveler leur confiance auprès des investisseurs régionaux, notamment : ceux du marché financier de l'Union Monétaire Ouest Africaine (Umoa-Titres).*

Ainsi, les autorités maliennes, à travers leur Trésor Public, avaient lancé avec succès, du 09 au 20 mars 2020 inclus, un emprunt obligataire par appel public à l'épargne sur le marché financier de l'UEMOA pour un montant de 100 milliards de FCFA représenté par 10 millions d'Obligations d'une valeur nominale de 10 000 FCFA chacune. Au finish, 11 620 000 obligations ont été souscrites par les investisseurs pour un montant total de 116,200 milliards de FCFA. Bamako estime que l'objectif visé à travers cet emprunt était de financer certains investissements prévus au

budget 2020. L'émetteur s'était engagé à verser aux investisseurs un taux d'intérêt annuel de 6,50% payable annuellement sur une durée de 8 ans étalée sur la période 2020-2028. Le remboursement du capital était également programmé annuellement par amortissement en séries égales après un différé de 3 ans. Par ailleurs, les investisseurs désirant acquérir des obligations Etat du Mali 6,50% 2020-2028, et par ricochet bénéficier des intérêts qui seront versés, pourront le faire au plus tard le mercredi 22 mars 2023 car selon les responsables de la BRVM, ce titre cotera

ex-coupons d'intérêts le jeudi 23 mars 2023. En remboursant cette somme colossale, le gouvernement dirigé par le colonel Assimi Goïta donne confiance aux partenaires techniques financiers régionaux. La preuve, notre pays s'apprête à mobiliser 1.409 milliards FCFA et le service de la dette de marché s'élève à 759 milliards FCFA dont 605,5 milliards FCFA de remboursements en capital. Toutefois, les orientations budgétaires pour l'année 2023 concernent les allocations de ressources aux priorités du Gouvernement retenues dans le Cadre Stratégique pour la Relance

Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 dans le but notamment de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'Economie, la mise en œuvre du Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition (PAPGT) 2022-2024, du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat, la poursuite des investissements publics afin de pallier le déficit en infrastructures notamment le désenclavement intérieur et extérieur du pays et l'amélioration de la mobilisation des ressources fiscales. Le Trésor du Mali intervient depuis 2003 sur le marché financier régio-

nal avec une croissance régulière, en liaison avec les exigences de la mise en œuvre des politiques de développement et de réduction de la pauvreté. Pour la réussite de ces émissions de titres, le Trésor Public travaille en étroite collaboration avec l'UMOA – Titres et la BCEAO pour les adjudications de bons et obligations du Trésor, les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation et autres intermédiaires pour les Appels Publics à l'Epargne (APE). Le Mali a mobilisé 785,7 milliards FCFA sur le marché financier régional dont 454,9 milliards en adjudication et 330,8 milliards par Appel Pu-

blic à l'Epargne en 2022. « Il convient de rappeler que ce résultat, en deçà des objectifs fixés pour l'exercice 2022, est plus que satisfaisant au regard du contexte particulier dans lequel il a été atteint » selon le directeur national du Trésor et de la comptabilité publique. « En effet, le calendrier initial d'émission de titres publics pour 2022, se chiffrait à 1098 milliards FCFA. Toutefois, à cause des sanctions de l'UEMOA et de la CEDEAO, le Trésor Public n'a pas pu réaliser des émissions de titres publics durant les sept (07) premiers mois de l'année 2022. Ainsi, le montant des émis-

Suite page 7

## Suite page 6

sions prévues dans le calendrier initial et non réalisées du fait des dites sanctions s'est établi à 705 milliards FCFA. Notons que le Mali est malgré cette situation, revenue sur le marché des titres en réalisant d'importantes levées de fonds, grâce, « à l'accompagnement des investisseurs », a relevé le directeur du Trésor. Il a tout de même relevé « la participation très timide de certaines banques de la place », aussi bien

en 2022 qu'en 2023. Pour rappel, le ministre en février dernier que de l'économie et des finances, Alousséni Sanou avait le contexte difficile de l'année 2022 et ses impacts négatifs, ainsi que les effets de la covid19 et de la crise entre l'Ukraine et la Russie ayant entraîné une inflation importante, l'économie malienne a fait preuve de résilience. Avec une évolution favorable des principaux indicateurs

économiques et financiers : un taux de croissance de 3,7% contre 3,1% et -1,2% en 2021 et 2020, un taux d'inflation dans la moyenne de la sous-région ressorti à 6%, un taux de chômage parmi les meilleurs de la sous-région à 6,5%, un taux de déficit budgétaire de 4,7% contre 4,7% et 5,5% en 2021 et 2020 », avait-il expliqué le boss de l'hôtel des finances.

C R O I S S A N C E  
A F R I Q U E

## Coopération

### Fructueux échanges entre le Premier ministre et la représentante spéciale de l'UE pour le Sahel

*La nouvelle Représentante spéciale de l'Union européenne pour le Sahel, Emanuela Claudia Del Re a été reçue en audience ce vendredi 17 mars 2023 à la Primature par Mme le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé. Au cœur des discussions, la lutte contre le terrorisme dans la sous-région.*



Au sortir de l'audience, la nouvelle Représentante spéciale de l'UE pour le Sahel a indiqué avoir partagé avec la cheffe du gouvernement, les préoccupations liées notamment à la sécurité, au terrorisme et aux mouvements des groupes armés vers le Sud. Elle a dit avoir aussi abordé avec Mme le Premier mi-

nistre des opportunités pour travailler ensemble en faveur de la paix. Emanuela Del Re a, au nom de l'Union européenne, salué les efforts du Togo dans le domaine du maintien de la paix au Sahel. « Dans le Sahel, le Togo a toujours joué un rôle de porteur de paix, de facilitateur. Pour nous,

c'est vraiment important de se parler, d'échanger, de créer des synergies », a ajouté l'ancienne ministre d'Etat italienne. L'UE a renforcé ces dernières années son partenariat avec les pays du Sahel G5, que sont le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad. [www.primature.gouv.tg](http://www.primature.gouv.tg)

## Participation et engagement citoyen et politique des filles et jeunes femmes

### Une rencontre d'interface au dialogue intergénérationnel à Sotouboua

*Une rencontre d'interface au dialogue intergénérationnel axée sur le thème : « La participation, l'engagement citoyen et politique des filles et jeunes femmes » s'est tenue le samedi 18 mars à Sotouboua.*

Plan International Allemagne. Elle s'inscrit dans le cadre de l'exécution du projet « Autonomisation des filles et jeunes femmes pour l'engagement citoyen au Togo-Girls Lead » dans la pré-

fecture de Sotouboua. L'objectif était d'amener les différentes couches générationnelles (grands mères, grands pères et les clubs des jeunes) à plancher sur les causes profondes qui empêchent la

participation et l'engagement citoyen et politique des filles et jeunes femmes aux instances décisionnelles et les approches de solutions. Il s'agissait également de favoriser des échanges sur les stratégies devant

permettre non seulement de combattre les violences sexuelles et l'inégalité de genres mais aussi de déconstruire des normes défavorables à l'engagement citoyen et politique des filles et jeunes femmes. Les participants ont été renseignés sur ce qu'est une norme, une croyance, une violence sexuelle, ses causes et ses conséquences. Ils ont aussi relevé cinq normes et cinq croyances persistantes dans les communautés et qui sont préjudiciables au bon devenir des filles et jeunes femmes. Entre autres normes et croyances, il est ressorti « qu'une femme est faite pour

le foyer, une femme à l'école ça n'aboutira à rien et aussi qu'une femme n'est pas digne de confiance ». Les participants ont élaboré un plan d'action et mis en place un bureau de suivi pour déconstruire ces normes et croyances qui engendrent les violences sexuelles, notamment le viol, le harcèlement sexuel, le mariage précoce et forcé, l'inceste et la pédophilie. Le représentant de la directrice régionale de Plan International Togo, région Centrale, Norbert Koumbogle et l'animatrice du projet « Girls Lead » à Sotouboua centre, Mlle Kamalé Halawang Yolande ont

souligné la nécessité de mettre en œuvre le plan d'action pour l'atteinte des objectifs visés. Le chef du canton de Sotouboua, Péléyi Yao a remercié Plan International Togo pour cette initiative. Il a renouvelé l'engagement de la chefferie traditionnelle à jouer sa partition afin de déconstruire les normes et croyances persistantes qui freinent la participation, l'engagement citoyen et politique des filles et jeunes femmes de son canton. La même rencontre s'est déjà tenue dans le canton de Kériadè. A T O P / B T P / M E K

## France - Pays-Bas

### De Jong et Bergwijn forfaits

*Le staff technique des Pays-Bas devra composer avec les absences de Frenkie de Jong et Steven Bergwijn.*



L'équipe de France va reprendre du service, ce vendredi 24 mars 2023 au stade de France, lors de la réception des Pays-Bas pour le compte des éliminatoires de l'Euro 2024. Après leur échec en finale de la Coupe du Monde 2022, les Bleus veulent se relancer et se mettre dans les meilleures dispositions dès l'entame des éliminatoires.

Les hommes de Didier Deschamps seront opposés à la sélection néerlandaise. Un choc européen qui s'annonce difficile pour les deux équipes. En plus de la difficulté de se rendre en France pour le premier match des éliminatoires,

les Oranjes devront aussi composer avec deux absences de taille. Deux renforts pour les Pays-Bas Le milieu de terrain du FC Barcelone, Frenkie de Jong, ne pourra pas faire le voyage avec son équipe nationale. Il est dès à présent forfait pour cette belle affiche. Titulaire lors de la victoire des Catalans, ce dimanche soir, face au Real Madrid (2-1), le joueur de 25 ans s'est blessé durant le Clasico.

De son côté, Steven Bergwijn, l'ailier gauche de l'Ajax Amsterdam, a reçu un coup lors de la défaite des siens contre Feyenoord. Une mauvaise nouvelle pour le

sélectionneur néerlandais, Ronald Koeman.

Le staff technique a décidé de faire appel à Joey Veerman, le milieu de terrain du PSV Eindhoven, pour remplacer Frenkie de Jong ainsi que Donyell Malen, l'ailier du Borussia Dortmund afin de compenser l'absence de Steven Bergwijn.

Les Néerlandais ne seront pas les seuls pénalisés pour ce premier match des éliminatoires. L'équipe de France a aussi enregistré deux forfaits lors des derniers jours. Wesley Fofana et William Saliba sont eux aussi forfaits.

MARBRE-PIERRE-GRANITE

# Nous recréons vos espaces selon vos envies

Un accompagnement  
personnalisé

**LA MAIN DU MARBRE**

*travail professionnel de qualité*

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM  
contact@lamaindumarbre.com  
+228 918 943 13/ 921 408 56

Avénou, à 20 m de la station TOTAL

